Compte-rendu de réunion

Groupe de Travail Mutualisation

2 décembre 2008

Lieu : MTD

Présents	**Organisme**
Emilie Scherer	PONT Entente
Laurent Pigache	CG30 – responsable du GT Mutualisation
Laurent Blum	CCRVV
Pierre Trilles	CR LR
Serge Herviou	AURCA
Marc Laget	SGAR LR
Philippe Petit-Hugon	Président SIG L-R
Silvan Coste	SIG L-R
Excusés	**Organisme**
Julien Deniel	CG34
Maud Chevignon	SAFER L-R
Marc Aparicio	CA Montpellier
Damien Laurent	CAHM

Rédacteur : Silvan Coste
Validé par le responsable de groupe : OUI
Diffusion :
Version provisoire : Philippe Petit-Hugon, Laurent Pigache
Version validée : Tous membres du GT

Ordre du jour

- Présentation des résultats de l'enquête menée par SIG L-R et identification des données mutualisables.
- Données mutualisées dans les départements
- Les objectifs du dossier FEDER monté par SIG L-R
- Tour de table financier
- Mode d'organisation

1. Résultats préliminaire de l'enquête

Une enquête a été réalisée sur l'équipement et les besoins en donnée de référence des organismes utilisateurs d'information géographique en Languedoc-Roussillon. Une courte présentation des résultats est réalisée par Silvan Coste et Laurent Pigache responsable du GT Mutualisation.

Les chiffres concernant l'intérêt pour la mutualisation de donnée de référence sont élevés, les données suivantes ressortent clairement :

- Le SCAN 25
- L'ortho-photographie
- Les plans cadastraux numérisés
- Sur le traitement des résultats il est proposé plusieurs améliorations :
- La déclinaison des résultats par départements
- Divers croisements entre les réponses et le types d'organismes

Ces améliorations pourront être réalisées par Silvan Coste en collaboration avec Serge Herviou. Dans tous les cas un rendu papier (et numérique) de l'enquête devra être élaboré et rendu public.

OPPORTUNITE DE MUTUALISATION

Pour le **SCAN 25** les réponses à l'enquête font valoir :

- un fort taux d'équipement des organismes,
- mais également une priorité forte.

Ainsi son renouvellement (V2) propose un produit « nouveau » dont aucune structure n'est encore équipée et qui pourrait fédérer un grand nombre d'organismes dans une démarche de mutualisation.

Concernant **l'ortho-photographie** les taux d'équipement et la priorité sont également très forts, cette donnée doit donc figurer en première place dans les données à mutualiser. Toutefois plusieurs CG (34 et 48) viennent de faire une acquisition mutualisée et les services de l'Etat ne peuvent pas financer d'achat sur cette donnée étant lié à la bd Ortho par leur ministères. L'ortho risque donc de rallier moins de structures dans une démarche de mutualisation à court terme.

La question du **cadastre** est soulevée, ici le blocage est récurrent et vient de l'existence de deux bases : BD parcelle et PCI vecteur, se mettre d'accord sur un de ces produits risque d'être difficile dans un délai court.

En guise de conclusion il convient de dire que pour la réalisation d'une action de mutualisation à court terme correspondant aux attentes des utilisateurs et permettant de faire la preuve de l'efficacité du système, **le SCAN 25, notamment dans le cadre de sa mise à jour, est la donnée de référence la plus pertinente.**

D'AUTRES DONNEES SONT INTERESSANTES

Comme cela avait été évoqué lors de la dernière réunion du GT (10/09/08) certaines données n'intéressent qu'un nombre restreint de structures mais celles-ci sont prêtes à s'engager financièrement pour leur acquisition. Ainsi une base adresse qui ne retient qu'un faible pourcentage en terme de priorité (26%) intéresse fortement plusieurs structures (CAM, EID, CG34). Il est ainsi évoqué la possibilité de **commander à un stagiaire une étude comparative**

des produits disponibles, étape préalable nécessaire avant une acquisition mutualisée, ce stagiaire serait suivi par un groupe de membres de SIG L-R intéressé par le sujet (Marc Aparicio, Florian Deruette, Laurent Pigache).

A PLUS LONG TERME

Les deux actions décidées précédemment n'ont de sens que dans le cadre d'une démarche de mutualisation régionale regroupant toutes les facettes de la mutualisation :

- les données de référence
- les données thématiques (ou données métiers)
- mode de gouvernance / organisation
- la ou les plate-forme techniques regroupant la diffusion le catalogage la visualisation
- la formation

SIG L-R a effectivement intégré l'ensemble de ces enjeux dans ses réflexions. Le besoin d'activer le processus sur un ou deux projets phares provient du fait que l'association n'ayant pas de moyens de fonctionnement doit lancer des projets pour assurer sa pérennité.

La question des données thématiques a été l'objet d'un second questionnaire dont les résultats pourront être débattu à une prochaine réunion, il en va de même pour un troisième questionnaire sur les outils et méthodes qui est en cours de réalisation.

Il est toutefois convenu que la **réalisation d'une étude permettant de pré-figurer la future plate forme de mutualisation de Languedoc-Roussillon** serait un bon moyen d'alimenter et de structurer une démarche de réflexion commune aboutissant à la mise en œuvre de la dite plate-forme.

2. Mutualisation régionale et infra-régionale

Un rapide tour d'horizon des démarches entreprises à des niveaux infra-régionaux est effectué :

- Mutualisation d'une ortho-photo départementale par le conseil général de l'Hérault
- Mutualisation du SCAN 25, de la BD TOPO et de la BD Parcellaire par le conseil général du Gard en collaboration avec ses partenaires départementaux.
- Mutualisation d'une ortho-photo départementale et du SCAN 25 par le conseil général de la Lozère.

POINT SUR LES AQUISITIONS DU CONSEIL REGIONAL

Le conseil régional lance un appel d'offre sur les référentiels :

- Une orthophoto régionale
- Une base adresse
- Un MNT
- ...

Ces données sont destinées aux services de la région et à ses satellites. La mutualisation n'est pas prévu à l'heure actuelle, toutefois la voie d'une mutualisation par avenants ou extensions des licences est à étudier.

POINT SUR LES ACTIVITES DE L'ENTENTE POUR LA FORET MEDITERRANEENNE

L'entente est en train de remettre à plat les données des organismes pour qui elle travaille (SDIS, DDA, DDE) dans chaque département, cela lui permettra de connaître les données de référence à mettre à jour ou à acquérir, d'identifier les manques et les attentes, de la même façon cette prise de contact dans les organismes sera l'occasion d'identifier des interlocuteurs géomatique pertinent qui seront transmis à SIG L-R.

Une collaboration sur cet état des lieux, complémentaire à l'enquête menée par SIG L-R est envisagée.

3. Dossier FEDER (Mutualisation) de SIG L-R

Philippe Petit-Hugon présente les axes qui se profilent pour un projet de mutualisation régionale :

- Mutualisation de données géographiques
- Animation d'un réseau d'acteurs de la géomatique autour des questions techniques et juridiques (Journée professionnelle, ateliers, annuaire, site Internet)
- Mutualisation d'accompagnement et de conseils à la transposition de la directive INSPIRE pour les administrations (Catalogage et activités du GT INSPIRE)

Le premier point a été discuté précédemment, les modalités de sa mise en place seront abordées plus loin.

L'association, pour des raisons de simplification du montage administratif, souhaite faire un dossier sur 3 ans. Cela s'accorde mal avec le processus de décision d'une démarche de mutualisation (qui doit associer un maximum de partenaires), les montants sont donc difficiles à établir.

Il se pose alors la question de la séparation entre l'acquisition des données et l'animation, donc de faire deux dossiers séparés. Cependant la majorité des contributeurs (CG et ententes) ne financent que des coûts d'investissement comme par exemple une base de donnée.

Il paraît donc plus judicieux de revenir à un dossier sur l'année 2009, considérée comme une année charnière pour SIG L-R contenant l'acquisition de donnée (assurant ainsi le soutien financier d'un certains nombres d'organismes), la réalisation d'une étude sur la pré-figuration d'une plate-forme de mutualisation régionale (intéressant potentiellement le conseil régional) et étant considéré comme un investissement ce qui permet de solliciter des subventions des conseil généraux. Enfin L'Etat pourrait participer via un fond FNADDT, associé au FEDER qui permettrait de financer les dépenses de fonctionnement (animation, stagiaire, hébergement, déplacement…)

Ce dossier s'appellera "Mutualisation SIG L-R".

4. Plan d'action

SCAN 25

Une analyse comparative va être réalisée par Laurent Pigache et Silvan Coste afin d'étudier trois scénarios d'acquisitions mutualisées du SCAN 25 :

1) Groupement de commande : Simulation grâce aux résultats du questionnaire, d'un nombre de licence, nombre de postes, territoire et type d'acquisition (Initiale ou mise à jour).

2) Licence étendue régionale

3) Extension de la licence acquise par la région

ENQUETE ET DEMARCHE MUTUALISATION

Dorian Constant, Laurent Blum et Silvan Coste vont réaliser le questionnaire sur les outils et méthodes, celui-ci sera diffusé en décembre.

Le groupe de travail se réunira mi-janvier pour faire le point sur le SCAN 25 et choisir le scénario le plus intéressant.

Un point sera fait en conseil d'administration avec Marc Aparicio pour formaliser un stage 2009 sur la base adresse.

Une ébauche de ce que doit contenir une étude de préfiguration pour une plate forme régionale sera élaborée afin d'apporter des éléments à la discussion de la prochaine réunion.

FEDER : DOSSIER MUTUALISATION SIG L-R

Philippe Petit-Hugon et Silvan Coste vont solliciter des bonnes volontés pour poursuivre la réalisation du dossier et établir le budget Prévisionnel de SIG L-R 2009.